

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION

Revue scientifique électronique semestrielle



ISSN : 2617-7560

Revue à comité scientifique • Évaluation par les pairs • Normes CAMES

NUMÉRO

11

JUIN 2026

INDEXÉE ET RÉFÉRENCÉE DANS

Advanced Science Index • SJIF – Impact Factor 2026 : 6,969 • Mir@bel • HAL

www.relacom-slc.org

UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

Bouaké – Côte d'Ivoire

Département des Sciences du Langage et de la Communication (DSLCL)

REL@COM

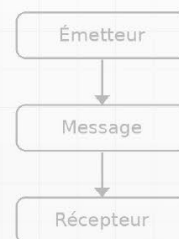
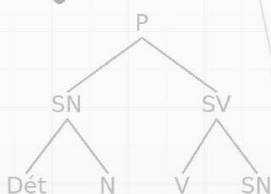
LANGAGE ET COMMUNICATION

Revue scientifique électronique semestrielle



/lãga3/

[+voisé]



$S \rightarrow SN + SV$

Sé / Sa

ISSN : 2617-7560

Revue à comité scientifique • Évaluation par les pairs • Normes CAMES

NUMÉRO

11

JUIN 2026

INDEXÉE ET RÉFÉRENCÉE DANS

Advanced Science Index • SJIF – Impact Factor 2026 : 6,969 • Mir@bel • HAL

www.relacon-slc.org

INDEXATIONS ET RÉFÉRENCEMENTS



<https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689>



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23413>

Impact Factor 2026 : 6.969



<https://reseau-mirabel.info/revue/14886/RELaCOM-Revue-Langage-et-communication?s=1muc9dl>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725>

REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION

ISSN : [2617-7560](#)

DIRECTEUR DE PUBLICATION : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.

DIRECTEUR DE RÉDACTION : PROFESSEUR JEAN-CLAUDE OULAI

COMITÉ SCIENTIFIQUE

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE

PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP

PROF. EDOUARD NGAMOUNTSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ

PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY

DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE

PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. KOUAMÉ KOUAKOU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. MAKOSSO JEAN-FÉLIX, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER

PROF. JEAN-CLAUDE OULAI

PROF. KOUAMÉ KOUAKOU

PROF. NIAMKEY AKA

DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU

DR OUMAROU BOUKARI, MCU

COMITÉ DE LECTURE

PROF. IBO LYDIE

PROF. KOFFI EHOUMAN RENÉ

DR ASTÉ N'CHO JEAN-BAPTISTE, MCU

DR IRIÉ BI TIÉ BENJAMAIN, MCU

DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU

DR N'GUESSAN ADJOUA PAMELA, MCU

DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN

DR COULIBALY DAOUDA

DR KOUAMÉ KHAN

DR OULAI CORINNE YÉLAKAN

DR YAO KOUAKOU GUILLAUME

MARKETING & PUBLICITÉ : DR KOUAMÉ KHAN

INFOGRAPHIE / WEB MASTER : DR TOURÉ K. D. ESPÉRANCE / SANGUEN KOUAKOU

TRÉSORIÈRE : DRE AKISSI GERMAINE KOUASSI

ÉDITEUR : DSLC

TÉLÉPHONE : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

COURRIEL : soumission@relacom-slc.org

SITE INTERNET : <http://relacom-slc.org>

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la sève nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande et envoyés sous format Word.

Police : Times New Roman ; Taille : 11, Interligne : Simple ou 1.0
Les caractères en majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À ce...

- Titre (**Centré**) : 15 mots maximum en majuscule gras ; Traduit aussi en anglais
- Auteur (s) (**Aligné à Droite**) : Prénoms et NOM en gras
- Institution d'Attache (**Aligné à Droite**) : Préciser ville et pays
- Adresse Électronique (**Aligné à Droite**)

- Résumé (250 mots maximum) : En Français avec cinq (5) mots-clés et en Anglais (Abstract) avec cinq (5) keywords.
- Nombre de page : minimum 08 pages, maximum 15 pages en interlignes simples.
- Marges : Haut 3 cm ; Bas 3 cm ; Gauche 3.5 cm ; Droite 3.5 cm ; Reliure 0.5 cm.
- Numérotation de pages : Chiffres arabes, en bas et au centre de la page concernée.
- Orientation : Portrait, recto
- Citations à partir de 3 lignes : Retrait de 2 cm à gauche et à droite ; Taille 10
- Références de citations : Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées
- Références bibliographiques : Selon Normes APA 7^{ème} Éd et par ordre alphabétique. Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités.

II. NORMES EDITORIALES : APA 7^{ÈME} ÉDITION

Pour répondre aux Normes APA 7^{ème} Édition, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, et de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

III. RÈGLES D'ÉTHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

1. Stéphane Ettien ADOU (Institut Universitaire d'Abidjan, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Entre reliance et déliance sociale : les imaginaires des publics de la série télévisée ivoirienne *Cour Commune* **11**

2. Awose Francis AKAMPA-ASE (University of Education, Winneba-Ghana) / Amidou SANOGO (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
La morphogenèse des noms composés dans *La Vie et demie* de Sony Labou Tansi : formes, structures et procédés de formation **23**

3. Nanou Pierre BROU (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Métaéthique politique et quête du bonheur collectif chez Platon **35**

4. Sirabana COULIBALY (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo-Côte d'Ivoire)
Les ressorts symboliques de l'abstention électorale des jeunes à Korhogo **49**

5. Donald DJILÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Les standards de la communauté : éthique du discours numérique, algospeak et résilience technodiscursive sur Facebook **61**

6. Laura Christiana Simionescu DOBRESCU (Université Politecnica, Bucarest-Roumanie) / Florin Codrut NEMTANU (Université Politecnica, Bucarest-Roumanie) / Messoun Alain ESSOI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Floriana CINCA (Université Politecnica, Bucarest-Roumanie)
Technologies ferroviaires intelligentes et saut numérique : analyse comparée des architectures de communication pour projet de train métropolitain à Bucarest (Roumanie) et à Bouaké (Côte d'Ivoire) **7878**

1. N'Cho François DOFFOU (Université Virtuelle de Côte d'Ivoire, Abidjan-Côte d'Ivoire)
L'impact des villes apprenantes sur le quotidien et les compétences des populations ivoiriennes **92**

2. Trah Alphonse Cheriff KAKOU BI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
L'immigration clandestine comme passion et la passion de l'immigration clandestine **100**

3. Eba Victoria KAMENAN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Hamanys Broux De Ismaël KOFFI (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo-Côte d'Ivoire)
TICE à l'Université Peleforo Gon Coulibaly : entre appropriations timides et obstacles structurels 110
4. Kouamé KOFFI (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo-Côte d'Ivoire)
Pratiques discursives et construction identitaire des conducteurs de taxis-motos à Korhogo (Côte d'Ivoire) 123
5. Idrissa Abdel Hamid KONATÉ (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Bamako-Mali) / Ya Eveline TOURÉ épouse JOHNSON (École Normale Supérieure, Abidjan-Côte d'Ivoire) / Natié COULIBALY (Université Yambo Ouologuem de Bamako, Bamako-Mali)
Langue d'enseignement et performance en mathématiques chez les élèves de la rive droite du district de Bamako au Mali 136
6. Sybla Alaman Adissa KONÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Métogba FOFANA (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Pratiques communicationnelles et empowerment féminin en milieu rural ivoirien : enjeux de la sauvegarde de la poterie Mangôrô dans un contexte de crise environnementale 149
7. Khan KOUAMÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Ardjouma TUO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Harold Georges YAPI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
La communication des Institutions de Protection Sociale (IPS) face au défi de la captation des acteurs du secteur informel à Bouaké : une analyse du cas CNPS 164
8. Boni Hyacinthe KPANGBA (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Style vestimentaire et attitudes langagières : le zougloou comme arme de sensibilisation sociale 181
9. Gbolo Danielle Hortense LÉGRÉ (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire) / Desnos Komoé N'GORAN (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire) / Françoise Annick Amenan TANOË (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Les alliances interethniques des peuples ivoiriens : une approche communicationnelle de cohésion sociale et de résolution des conflits 193

10. Dialinli LOMPO (Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou-Burkina Faso) / Evariste DAKOURÉ (Université Aube Nouvelle, Ouagadougou-Burkina Faso)
Enjeux de l'appropriation de la communication numérique par des institutions publiques au Burkina Faso 205
11. Bodji Georges Duvalier N'DRÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Relations publiques face aux enjeux de la gouvernance et de la crédibilité des collectivités locales en Côte d'Ivoire 219
12. Rassidy OYENIRAN (Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Pédagogique, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Influence du suivi de l'Inspecteur d'Orientation sur l'assiduité et le rendement scolaire des élèves de Terminale au Lycée Classique et Moderne 1 de Bouaké 235
13. Touré Jean-Baptiste YAO (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo-Côte d'Ivoire) / Niamien Pascal YAO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Communication institutionnelle et récits populaires des déguerpissements en Côte d'Ivoire : le cas de Koumassi Campement sur Facebook et TikTok 255
14. Amani Charles YOKOLI (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Communication sociale et créateurs de contenus auprès des jeunes de 18 à 24 ans à Abidjan 270

L'IMPACT DES VILLES APPRENANTES SUR LE QUOTIDIEN ET LES COMPÉTENCES DES POPULATIONS IVOIRIENNES

THE IMPACT OF LEARNING CITIES ON THE DAILY LIVES AND SKILLS OF IVORIAN POPULATIONS

N'Cho François DOFFOU

Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (Abidjan-Côte d'Ivoire)

ncho.doffou@uvci.edu.ci

Résumé

Dans un contexte d'urbanisation accélérée, la Côte d'Ivoire fait face à de nouveaux enjeux liés à l'apprentissage en milieu urbain. Cette étude s'interroge sur l'impact réel des initiatives de villes apprenantes sur la vie quotidienne des populations et sur le développement de leurs compétences, notamment à Abidjan. La problématique centrale réside dans la capacité de ces dispositifs à réduire les inégalités d'accès à l'apprentissage et à favoriser un développement inclusif des compétences urbaines. Ancrée dans la théorie de l'apprentissage tout au long de la vie (E. Faure et al., 1972 ; P. Jarvis, 2007) et celle de l'économie de la connaissance (A. Toffler, 1990 ; P. F. Drucker, 1993), la recherche adopte une méthodologie mixte. Un questionnaire a été administré à 225 habitants d'Abidjan, complété par des entretiens semi-directifs avec des acteurs institutionnels et associatifs. Des données secondaires ont permis de contextualiser les résultats dans une perspective socio-économique plus large. Les résultats montrent que les villes apprenantes ont contribué au renforcement des compétences professionnelles, en particulier dans les domaines du numérique et de la gestion de projet. Les jeunes et les femmes apparaissent comme les principaux bénéficiaires. Toutefois, des inégalités persistent : les populations vivant en périphérie accèdent moins facilement aux programmes, en raison de déficits en infrastructures, d'un manque de financement durable et d'un accès limité à l'information. En conclusion, les villes apprenantes représentent un outil stratégique pour l'amélioration des compétences en milieu urbain en Côte d'Ivoire. Pour renforcer leur efficacité, il est nécessaire de réduire les disparités territoriales, d'améliorer la coordination entre acteurs et d'assurer une pérennité des ressources mobilisées.

Mots clés : Villes apprenantes, Compétences, Apprentissage continu, Développement urbain, Inégalités d'accès.

Abstract

This article examines the impact of learning cities on the daily lives and skills of populations in Côte d'Ivoire. It relies on a mixed-methods approach combining 225 questionnaires and 25 semi-structured interviews conducted with institutional, educational, community and economic stakeholders. The findings show that 64% of respondents report being aware of at least one local learning initiative, while 42% have actually participated in one. Furthermore, 57% believe that these initiatives contribute to the development of professional or social skills, whereas only 33% report a concrete improvement in their employment situation. In addition, 46% associate the initiatives under study with improvements in certain aspects of daily life. These findings should be understood as reported perceptions rather than evidence of established causal effects. The study also highlights unequal access resulting from differences in available resources, the location of activities, access to information and time constraints. It concludes that stronger institutional coordination, territorial accessibility and programme evaluation are required.

Keywords: Learning cities, Skills, Lifelong learning, Urban development, Inequalities of access.

Introduction

L'urbanisation rapide transforme les modes de vie, les activités économiques et les besoins en compétences des populations ivoiriennes. Abidjan, principale métropole du pays, concentre une part importante des activités administratives, économiques, éducatives et culturelles. Selon l'Institut national de la statistique de Côte d'Ivoire (INS), 2021, son poids démographique et fonctionnel renforce les besoins en formation, en information et en accompagnement professionnel.

Dans ce contexte, le concept de ville apprenante propose de dépasser la conception traditionnelle de l'éducation limitée à l'école ou à l'université. Il invite à mobiliser l'ensemble des ressources d'un territoire, notamment les établissements d'enseignement, les collectivités, les entreprises, les associations, les bibliothèques, les espaces culturels et les dispositifs numériques, afin de favoriser l'apprentissage tout au long de la vie. Cette perspective rejoint les orientations de l'UNESCO (2015, pp. 7 à 12) et de l'UNESCO Institute for Lifelong Learning (2017, pp. 15 à 23), qui associent apprentissage, inclusion sociale, développement économique et participation citoyenne.

En Côte d'Ivoire, cette dynamique s'inscrit dans un contexte de transformation urbaine marqué par l'extension des quartiers, la diversification des activités et le développement d'initiatives locales de formation. Les expériences de Bouaké en 2023 et de Gagnoa en 2024 témoignent de l'intérêt croissant porté aux dispositifs territoriaux d'apprentissage. Elles doivent toutefois être examinées avec prudence, car leur portée dépend de la continuité des programmes, de leur financement, de leur accessibilité et de leur articulation avec les besoins des populations.

La problématique de cette recherche est donc la suivante : dans quelle mesure les initiatives associées aux villes apprenantes contribuent-elles effectivement au développement des compétences et à l'amélioration du quotidien des populations ivoiriennes ? Cette question générale se décline en trois interrogations : les populations connaissent-elles et fréquentent-elles ces initiatives ? Ces dispositifs favorisent-ils l'acquisition de compétences nouvelles ? Produisent-ils des effets perceptibles sur la vie quotidienne et l'insertion socio-économique ?

À partir de cette problématique, quatre hypothèses orientent l'analyse. **H1** postule que la connaissance des initiatives de ville apprenante favorise la participation des populations aux activités proposées. **H2** suppose que la participation à ces initiatives contribue au développement de compétences professionnelles, sociales et numériques. **H3** avance que l'acquisition de nouvelles compétences est associée à une amélioration perçue de l'insertion socio-économique et du quotidien des populations. **H4** considère enfin que les effets des villes apprenantes demeurent limités par les inégalités d'accès, les contraintes infrastructurelles et financières ainsi que les insuffisances de coordination entre les acteurs.

L'objectif général est d'analyser les effets perçus des initiatives de villes apprenantes sur les compétences et le quotidien des populations ivoiriennes. Plus spécifiquement, il s'agit de mesurer le niveau d'accès et de participation, d'identifier les compétences déclarées comme acquises, d'examiner les effets perçus sur l'insertion socio-économique et d'analyser les principales limites de la mise en œuvre.

1. Méthodologie

1.1. Cadre spatial et période d'enquête

L'enquête a été menée principalement à Abidjan, dans plusieurs communes présentant des profils sociaux, économiques et urbains différenciés. Ce choix permet d'observer la diversité des conditions d'accès aux initiatives d'apprentissage et les écarts entre les espaces urbains. Des éléments de comparaison ont également été mobilisés à partir des expériences de Bouaké en 2023 et de Gagnoa en 2024.

Le terrain principal est Abidjan, retenu en raison de son poids démographique, économique et institutionnel et de ses fortes disparités socio-territoriales. Plusieurs communes aux profils différenciés ont été enquêtées afin d'apprécier les inégalités d'accès aux ressources et aux opportunités d'apprentissage. Bouaké, reconnue ville apprenante en 2023, et Gagnoa, labellisée en 2024, ont été mobilisées comme terrains comparatifs exploratoires.

La collecte quantitative s'est déroulée de janvier à juin 2025, auprès de personnes ayant connaissance des initiatives locales d'apprentissage ou susceptibles d'y participer ; suivie des entretiens qualitatifs de juillet à août 2025. L'analyse tient compte du fait que les programmes peuvent varier selon les communes et selon les périodes.

1.2. Méthodologie de recherche

Afin d'analyser de manière rigoureuse les effets des initiatives de villes apprenantes sur les populations urbaines, cette recherche adopte une approche méthodologique mixte, combinant une enquête quantitative et une investigation qualitative. Ce choix se justifie par la nature multidimensionnelle du phénomène étudié, qui nécessite à la fois de mesurer les perceptions, les pratiques et les effets déclarés par les populations, et de comprendre les expériences, les logiques d'action ainsi que les contraintes auxquelles sont confrontés les acteurs impliqués. L'approche mixte permet ainsi de mettre en relation les tendances statistiques avec les discours et les expériences recueillis sur le terrain, conformément à la démarche proposée par A. Tashakkori et C. Teddlie, 2003, pp. 351-383.

La composante quantitative repose sur une enquête par questionnaire administré en ligne à l'aide de Google Forms auprès de 225 habitants âgés de 18 ans et plus. Le questionnaire a permis de recueillir des données relatives au profil sociodémographique des répondants, à leur niveau de connaissance des initiatives de villes apprenantes, à leur participation aux activités proposées ainsi qu'aux compétences qu'ils déclarent avoir développées. Il a également porté sur les effets perçus de ces initiatives en matière d'insertion socio-économique, d'inclusion sociale et d'amélioration du quotidien. Les données quantitatives permettent ainsi d'identifier les principales tendances et d'apprécier les relations entre connaissance, participation, acquisition de compétences et effets perçus.

La composante qualitative a, quant à elle, reposé sur des entretiens semi directifs réalisés auprès de 25 acteurs institutionnels et communautaires impliqués dans les initiatives de villes apprenantes à Abidjan, Bouaké et Gagnoa. Les personnes interrogées présentent des profils diversifiés, comprenant notamment des élus locaux, des responsables municipaux, des représentants d'organisations non gouvernementales, des responsables ou animateurs de centres d'apprentissage ainsi que des acteurs communautaires. Ces entretiens ont permis d'approfondir les résultats quantitatifs en mettant en évidence les logiques d'action, les modalités de mise en œuvre, les difficultés rencontrées, les pratiques innovantes et les conditions susceptibles de favoriser la pérennisation des dispositifs.

La majorité des entretiens a été réalisée à Abidjan, tandis qu'une partie du corpus qualitatif a été constituée auprès d'acteurs de Bouaké et de Gagnoa. L'intégration de ces deux villes dans le volet qualitatif vise à prendre en compte leurs expériences récentes en matière de ville apprenante et à disposer d'éléments comparatifs sur les pratiques territoriales d'apprentissage. Cette démarche permet notamment de mettre en évidence les convergences et les différences entre les contextes urbains étudiés.

Enfin, la combinaison des deux composantes repose sur un principe de complémentarité et de triangulation des données. Les résultats issus du questionnaire permettent de dégager des tendances générales concernant les perceptions et les effets déclarés, tandis que les entretiens apportent des éléments d'explication et de contextualisation. Le croisement de ces différentes sources contribue ainsi à renforcer la fiabilité de l'interprétation et à produire une compréhension plus nuancée des conditions dans lesquelles les villes apprenantes peuvent contribuer au développement des compétences, à l'inclusion sociale et à l'amélioration du quotidien des populations ivoiriennes.

1.3. Population d'enquête et échantillonnage

L'échantillon quantitatif comprend 225 personnes interrogées au moyen d'un questionnaire. L'échantillon qualitatif est constitué de 25 personnes rencontrées dans le cadre d'entretiens semi-directifs. Les participants comprennent des usagers ou bénéficiaires potentiels des initiatives, ainsi que des acteurs institutionnels, éducatifs, associatifs et économiques. L'échantillonnage retenu est un échantillonnage par convenance ou volontariat.

Le questionnaire en ligne a été diffusé via Google Forms, ce qui correspond à un échantillonnage par convenance ou volontariat : les répondants ont librement choisi de participer après avoir accédé au lien de l'enquête. Ce mode de collecte ne permet pas de garantir la représentativité statistique stricte de l'échantillon, dans la mesure où il ne repose pas sur un tirage aléatoire en bonne et due forme. Les résultats ne prétendent donc pas fournir une représentation statistique stricte de l'ensemble de la population ivoirienne.

1.4. Techniques de collecte des données

Les données quantitatives ont été recueillies au moyen d'un questionnaire portant sur la connaissance des initiatives, la participation, les compétences perçues, les effets sur la vie quotidienne et les obstacles rencontrés. Les entretiens semi-directifs ont permis d'approfondir les expériences individuelles, les attentes des participants, les conditions de mise en œuvre et les difficultés d'accès.

L'enquête a également intégré l'observation des espaces et des activités concernés afin de mieux comprendre leur fonctionnement concret et leur inscription dans le territoire.

1.5. Outils de traitement et d'analyse des données

Les données quantitatives ont été saisies et analysées avec le logiciel SPSS. Les traitements ont principalement porté sur les fréquences, les distributions et la comparaison des réponses selon les profils des participants. Compte tenu de la nature non probabiliste de l'échantillon, l'analyse s'est concentrée sur une approche descriptive et exploratoire, sans prétention à la généralisation statistique stricte.

Les entretiens ont été transcrits, classés et analysés avec NVivo. Une analyse thématique a permis d'identifier les thèmes récurrents relatifs à l'accès, aux compétences, à l'insertion, aux usages quotidiens et aux limites des dispositifs. La démarche qualitative s'inspire de l'analyse thématique proposée par V. Braun et V. Clarke, 2006, pp. 77-85.

1.6. Cadres théoriques mobilisés

Le premier cadre théorique est celui de l'apprentissage tout au long de la vie. Il considère que les apprentissages se poursuivent au-delà de la scolarité et peuvent se développer dans les espaces professionnels, associatifs, familiaux, culturels et numériques. Cette perspective est notamment développée par E. Faure et al., 1972, pp. 181-182, P. Jarvis, 2007, pp. 45-67, et l'UNESCO Institute for Lifelong Learning, 2017, pp. 15-23.

Le second cadre est celui de l'économie de la connaissance. Il souligne le rôle des savoirs, de l'innovation et des compétences dans la transformation des économies et des sociétés. Les travaux de P. F. Drucker, 1993, pp. 42-66, et de A. Toffler, 1990, pp. 238-241, permettent d'interpréter les initiatives de formation comme des instruments potentiels d'adaptation aux changements économiques et technologiques.

2. Résultats

2.1. Accès et participation aux initiatives des villes apprenantes

Les résultats montrent que 64 % des répondants déclarent connaître au moins une initiative locale pouvant être associée à une ville apprenante. Cette connaissance concerne principalement les activités de formation, les ateliers de renforcement des capacités, les actions d'accompagnement professionnel et certains programmes à caractère culturel ou numérique.

Toutefois, la connaissance ne se traduit pas systématiquement par une participation effective. Seuls 42 % des répondants déclarent avoir pris part à au moins une activité. L'écart entre connaissance et participation suggère que d'autres facteurs interviennent, notamment la disponibilité, le coût éventuel, la distance, la pertinence perçue des activités et l'accès à l'information pratique.

Les entretiens indiquent que les initiatives sont souvent mieux connues lorsque leur communication s'appuie sur les associations locales, les établissements éducatifs, les réseaux communautaires ou les services municipaux. La visibilité institutionnelle demeure cependant variable selon les territoires.

2.2. Développement des compétences

Parmi les répondants, 57 % estiment que les initiatives de villes apprenantes contribuent au développement de compétences nouvelles. Les compétences mentionnées concernent principalement l'usage des outils numériques, la communication, l'organisation du travail, l'entrepreneuriat, la recherche d'emploi et la participation à la vie collective. Les données qualitatives montrent que les participants valorisent particulièrement les activités pratiques et directement liées à leurs besoins. Les formations courtes sont perçues comme utiles lorsqu'elles permettent d'acquérir des savoir-faire immédiatement mobilisables. Les acteurs interrogés soulignent néanmoins que les effets dépendent de la régularité des activités, de la qualification des formateurs et de l'existence d'un accompagnement après la formation.

Le fait que 33 % des répondants seulement déclarent avoir observé une amélioration concrète de leur situation professionnelle montre que l'acquisition perçue de compétences ne suffit pas nécessairement à produire une insertion durable. Les résultats invitent ainsi à distinguer le sentiment d'avoir appris de la transformation effective de la situation professionnelle.

2.3. Effets sur la vie quotidienne et l'insertion socio-économique

Au total, 46 % des répondants associent les initiatives étudiées à une amélioration de certains aspects de leur vie quotidienne. Les améliorations évoquées concernent l'autonomie, l'accès à l'information, la capacité à utiliser certains outils numériques, la confiance en soi et la possibilité de développer des relations sociales ou professionnelles.

Ces résultats indiquent une perception globalement favorable, mais ils ne permettent pas d'établir un lien causal direct entre la participation et l'amélioration des conditions de vie. Les effets déclarés peuvent également dépendre d'autres facteurs, tels que la situation familiale, le niveau initial de formation, l'accès à un emploi, les réseaux sociaux ou les ressources économiques.

Sur le plan de l'insertion socio-économique, les répondants évoquent principalement l'amélioration de la préparation à l'emploi, l'acquisition de compétences entrepreneuriales et une meilleure connaissance des opportunités disponibles. Cependant, les difficultés d'accès au financement, le manque d'équipements et la faiblesse des débouchés limitent parfois la conversion des compétences acquises en résultats professionnels durables.

2.4. Inégalités et limites dans la mise en œuvre

Les résultats mettent en évidence des inégalités d'accès aux initiatives. Elles sont liées à la localisation des activités, aux moyens de transport, à l'accès à l'information, à la disponibilité des équipements numériques et aux contraintes professionnelles ou familiales.

Les entretiens soulignent également des problèmes de continuité et de coordination. Certaines activités sont ponctuelles et dépendent de financements limités. L'absence de mécanismes systématiques de suivi rend difficile l'évaluation de leurs effets à moyen terme. Dans plusieurs cas, les populations connaissent l'existence d'une activité sans disposer d'informations suffisantes sur les conditions d'inscription, les horaires ou les objectifs de la formation.

Les transformations observées dans des quartiers comme Abobo illustrent l'importance des initiatives locales et de l'adaptation des activités aux besoins du territoire. Elles montrent aussi que la présence d'une offre d'apprentissage ne garantit pas, à elle seule, une participation équitable. L'accessibilité effective dépend de la proximité, de la gratuité ou du coût des activités, de la qualité de l'information et de la confiance accordée aux structures porteuses.

3. Discussion

Les résultats confirment partiellement l'hypothèse H1. La proportion de 64 % de répondants déclarant connaître au moins une initiative est relativement élevée, mais le taux de participation de 42 % montre que la connaissance constitue une condition nécessaire sans être suffisante. Les villes apprenantes doivent donc être pensées comme des écosystèmes d'accès et de participation, et non comme une simple juxtaposition de programmes.

L'hypothèse H2 reçoit également un soutien partiel. La majorité relative des répondants, soit 57 %, perçoit une contribution au développement des compétences. Ce résultat est cohérent avec la conception de l'apprentissage tout au long de la vie défendue par E. Faure et al., 1972, pp. 181-182, P. Jarvis, 2007, pp. 45-67, et l'UNESCO Institute for

Lifelong Learning, 2017, pp. 15-23. Il confirme que les apprentissages peuvent se développer dans des cadres multiples et à différents moments de la vie.

Cependant, l'écart entre les 57 % qui perçoivent un développement des compétences et les 33 % qui déclarent une amélioration professionnelle concrète invite à nuancer l'hypothèse H3. Dans la perspective de l'économie de la connaissance, les compétences constituent une ressource importante, mais leur valorisation dépend aussi des structures économiques, de l'accès au financement, des réseaux professionnels et des possibilités d'emploi. Comme le montrent P. F. Drucker, 1993, pp. 42-66, et A. Toffler, 1990, pp. 238-241, la connaissance peut devenir un facteur de transformation, mais cette transformation suppose des institutions et des marchés capables de l'absorber.

Le résultat de 46 % concernant la vie quotidienne témoigne d'effets perçus qui dépassent la seule insertion professionnelle. Les initiatives peuvent favoriser l'autonomie, la confiance, la sociabilité et l'accès à l'information. Ces dimensions rejoignent les objectifs de la ville apprenante présentés par l'UNESCO, 2015, pp. 7-12, notamment l'inclusion, la participation citoyenne et la mobilisation des ressources locales.

L'hypothèse H4 est fortement étayée par les données qualitatives. Les contraintes territoriales, matérielles et informationnelles limitent l'accès effectif aux programmes. Une ville apprenante ne peut donc être durable que si elle réduit les obstacles qui empêchent certaines catégories de participer. L'accessibilité doit être envisagée dans ses dimensions géographique, économique, numérique, temporelle et culturelle.

L'analyse conduit enfin à distinguer trois niveaux d'effets : la connaissance des initiatives, la participation aux activités et la transformation durable des situations individuelles. Ces niveaux ne se confondent pas. Une politique publique peut être visible sans être accessible, accessible sans être régulièrement fréquentée, et fréquentée sans produire automatiquement une amélioration professionnelle. Cette distinction est essentielle pour éviter de surestimer les résultats des villes apprenantes à partir de seules perceptions positives.

Conclusion

Cette étude a analysé les effets perçus des initiatives de villes apprenantes sur le quotidien et les compétences des populations ivoiriennes. Les résultats montrent que 64 % des répondants connaissent au moins une initiative, que 42 % y ont participé, que 57 % perçoivent un développement de compétences et que 46 % associent ces dispositifs à une amélioration de certains aspects de leur vie quotidienne. Toutefois, seuls 33 % déclarent une amélioration concrète de leur situation professionnelle.

Ces résultats suggèrent que les villes apprenantes peuvent contribuer à l'acquisition de compétences, à l'autonomie et à la participation sociale, mais que leurs effets restent conditionnés par les ressources disponibles et par l'environnement économique. Les données recueillies décrivent principalement des perceptions et des expériences déclarées ; elles ne permettent pas d'attribuer avec certitude les changements observés aux seules initiatives étudiées.

Plusieurs recommandations peuvent être formulées. Il apparaît nécessaire de renforcer la coordination entre collectivités, établissements éducatifs, associations, entreprises et services publics. Les programmes gagneraient également à améliorer leur communication, à rapprocher les activités des publics concernés et à développer des dispositifs accessibles aux personnes disposant de faibles ressources ou de compétences numériques limitées. Un suivi régulier devrait mesurer non seulement la participation,

mais aussi la progression des compétences, l'utilisation des acquis et l'évolution des parcours professionnels.

Les expériences de Bouaké, de Gagnoa et d'Abidjan montrent l'intérêt d'une approche territoriale de l'apprentissage. Leur consolidation dépendra toutefois de la stabilité des financements, de la formation des intervenants, de la disponibilité des équipements et de l'existence d'évaluations comparables dans le temps. Des recherches ultérieures pourraient compléter cette étude par un suivi longitudinal, une comparaison entre plusieurs villes et une analyse plus précise des effets selon l'âge, le sexe, le niveau de formation, la situation professionnelle et le lieu de résidence.

Références Bibliographiques

BRAUN Virginia, CLARKE Victoria, 2006, « Using thematic analysis in psychology », *Qualitative Research in Psychology*, vol. 3, n° 2, p. 77–101.

DRUCKER Peter F., 1993, *La société post-capitaliste*, New York, Harper Business, 232 p.

FAURE Edgar, & al, 1972, *Learning to Be: The World of Education Today and Tomorrow*, Paris, UNESCO, 313 p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE DE CÔTE D'IVOIRE (INS), 2021, *Recensement général de la population et de l'habitat : Principaux résultats*, Abidjan, INS.

JARVIS Peter, 2007, *Mondialisation, apprentissage tout au long de la vie et société apprenante : Perspectives sociologiques*, Londres, Routledge, 250 p.

TASHAKKORI Abbas, TEDDLIE Charles, 2003, *Handbook of mixed methods in social & behavioral research*, Thousand Oaks (CA), Sage Publications, 768 p.

TOFFLER Alvin, 1990, *PowerShift: Knowledge, Wealth, and Violence at the Edge of the 21st Century*, New York, Bantam Books, 585 p.

UNESCO INSTITUTE FOR LIFELONG LEARNING, 2017, *Learning Cities and the SDGs: A Guide to Action*, Hambourg, UIL.

UNESCO, 2015, *Global network of learning cities: Key features*, Hambourg, UNESCO Institute for Lifelong Learning, [en ligne] (page consultée le 10/01/2024) <https://uil.unesco.org>(opens in new tab).